

## Bijlage 1

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming	Doel van de toegestane uitgaven
17. Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel, de opbrengst van de verkoop van gedeclasseerd materieel, en de bijdrage van de openbare partners	Vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel, opbrengst van de verkoop van gedeclasseerd materieel en betaalluitelingen, bijdrage van openbare partners	Kosten voor herstelling van uitgeleend materieel, aankoop van onderdelen die noodzakelijk zijn voor de herstelling van het beschadigd materieel, aankoop van materieel dat gelijksoortig is met het niet teruggegeven materieel, nieuwe opbouw van voorraden
53. Fonds voor de cofinanciering van activiteiten in verband met het Belgische voorzitterschap van het Comité van Ministers van de Raad van Europa	Tegemoetkoming van de Europese Unie in de financiering van activiteiten in verband met het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie	Betaling van de kosten in verband met activiteiten die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd gedurende het voorzitterschap van het Comité van Ministers van de Raad van Europa

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

Zitting 2013 – 2014

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 571-1.- Advies van een commissie, nr. 571-2 tot 6.- Commissie-amendementen, nr. 571-7.- Verslag, nr. 571-8.- Vergaderingsamendementen, nr. 571-9.

*Integraal verslag.* — Bespreking en en aanneming. Vergadering van 18 december 2013.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29187]

**23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, plus particulièrement l'article 47, remplacé par le décret de la Communauté française du 29 novembre 2012;

Vu l'avis n° 120 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 11 mars 2013;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 3 et 9 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis 53.813/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative est modifié comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le service d'accueil et d'aide éducative, ci après dénommé le service, a pour mission :

1° à titre principal, d'organiser l'accueil collectif et l'éducation de jeunes qui nécessitent une aide en dehors de leur milieu de vie;

2° à titre complémentaire, et à l'issue de l'accueil visé au point 1°, d'assurer la supervision ainsi que l'encadrement pédagogique et social de jeunes qui vivent en logement autonome;

3° à titre complémentaire, et à l'issue de l'accueil visé au point 1°, de mettre en œuvre des programmes d'aide en vue de leur réinsertion de leur milieu de vie;

4° à titre complémentaire, et uniquement lorsque, au sein d'une fratrie, un ou plusieurs membres sont pris en charge par le service en dehors de leur milieu de vie, d'apporter une aide aux jeunes et aux familles en difficultés par des actions socio-éducatives dans le milieu de vie.

La durée des mandats relatifs aux mesures visées au § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, ne peut excéder 6 mois. Une seule prolongation de 6 mois maximum, dûment motivée, peut être décidée.

A titre exceptionnel, les missions visées au § 1<sup>er</sup>, 2°, et 3°, peuvent être assurées par le service sans un accueil préalable visé au point 1° à raison d'une situation sur 15 visées par le projet pédagogique du service.

§ 2. Le service peut prendre en charge des jeunes dont la situation nécessite une prise en charge d'urgence, moyennant l'intégration de cette mission dans son projet pédagogique. La situation d'urgence est définie par l'autorité mandante lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- a) le caractère imprévisible d'un danger grave;
- b) le besoin d'une réponse rapide;
- c) la nécessité d'un éloignement du jeune de son milieu de vie.

Entre deux prises en charge, le service respecte une période d'inoccupation de vingt-quatre heures afin de préparer la nouvelle prise en charge. Le calcul du taux de prise en charge visé à l'article 5<sup>ter</sup> comptabilise cette période comme une période d'occupation.

La durée de prise en charge ne peut excéder 7 jours calendrier.

**Art. 2.** L'article 3 du même arrêté est modifié comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le service travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre, selon le cas, du décret du 4 mars 1991 ou de la loi du 8 avril 1965 ou de l'ordonnance du 29 avril 2004.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne les prises en charge visées à l'article 2, § 2, les services travaillent uniquement sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse dans le cadre du décret du 4 mars 1991 ou de l'ordonnance du 29 avril 2004.

§ 2. Le mandat précise, conformément à l'article 2, la mission confiée au service, la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

Le mandat précise en outre les informations indispensables à l'exercice de la mission visée à l'article 2, § 2, et dont l'instance de décision visée au § 1<sup>er</sup> dispose, notamment, sur le plan des soins de santé à apporter au jeune.

§ 3. Un mandat ne peut concerner plus d'un jeune.

§ 4. Pour les missions visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, le service adresse un rapport à l'instance de décision, dans un délai de deux mois qui suit la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision visée au § 1<sup>er</sup> et celles des bénéficiaires. Il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.

Un rapport complémentaire est adressé au moins tous les six mois à l'instance de décision et chaque fois que celle-ci en fait la demande.

Pour la mission visée à l'article 2, § 2, le service adresse un rapport succinct à l'autorité mandante le jour précédant la fin de la prise en charge.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

§ 5. Pour les prises en charge visées à l'article 2, § 2, l'instance de décision visée au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, envoie le mandat au service au plus tard le premier jour de la prise en charge effective. Elle organise également une rencontre avec le service et le jeune le dernier jour de la prise en charge.

§ 6. A titre exceptionnel, et dans le respect des dispositions visées à l'article 7 du décret du 4 mars 1991, la prise en charge visée à l'article 2, § 2, peut être sollicitée par le Procureur du Roi un jour non ouvrable. La prise en charge prend fin le premier jour ouvrable qui suit, sauf à être prolongée par l'instance de décision visée au § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 3.** Le § 4 de l'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les prises en charge visées à l'article 2, § 2, la capacité de prise(s) en charge de jeunes en situation d'urgence ne peut excéder un cinquième de la capacité agréée du service pour les missions prévues à l'article 2, § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 4.** L'article 5<sup>ter</sup> du même arrêté est modifié comme suit :

« Les taux de prise en charge indiqués à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 font l'objet au sein des services d'un calcul séparé en fonction des missions visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, et de la mission visée à l'article 2, § 2.

Pour l'application de l'article 25, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les taux de prise en charge pour les services organisant la mission visée à l'article 2, § 2, sont fixés respectivement à 45 et 40 %. »

**Art. 5.** Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 6 du même arrêté sont supprimés.

**Art. 6.** Le point 1° de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, a) du même arrêté est modifié comme suit : « 1° 6,5 éducateurs. Au maximum un chef-éducateur parmi les éducateurs; ».

Au même article, le point 5° est modifié comme suit : « 1 directeur barème A; ».

Au même article, les points 2° et 3° du c) du § 1<sup>er</sup> sont modifiés comme suit :

« 2° 1 directeur pédagogique barème A;

3° 1 directeur barème A ou 1 directeur administratif barème A ou 1 économiste gradué. ».

Au même article, la lettre d) du § 1<sup>er</sup> est modifiée comme suit : « en plus des normes fixées aux a), b) et c), pour les services exerçant la mission visée à l'article 2, § 2 : 0,8 éducateur classe 1 par situation visée à l'article 2, § 2. ».

**Art. 7.** Un chapitre *IVbis*, inséré entre le chapitre IV et le chapitre V, est intitulé comme suit : « Chapitre *IVbis* : Conditions particulières d'agrément des services sans subventions fixées au chapitre IV ».

**Art. 8.** Un article *11bis*, inséré entre l'article 11 et l'article 12, est libellé comme suit :

« Article *11bis*.- Les services qui remplissent les missions visées au chapitre II et à l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du chapitre III peuvent solliciter un agrément, après avis de la commission d'agrément, sans pour autant bénéficier des subventions fixées au chapitre IV.

Pour ce faire, ils s'engagent à respecter les normes d'effectifs fixées au § 1<sup>er</sup> et au § 3 de l'article 7 du présent arrêté, déterminées en fonction du nombre de jeunes relevant de l'aide à la jeunesse au sens de l'article 2 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse pris en charge au sein du service sur une année. ».

**Art. 9.** Un article *16bis* libellé comme suit est ajouté à la suite de l'article 16 :

« Article *16bis*.- Les services agréés sur base de l'article *11bis* du présent arrêté ne sont pas soumis aux obligations prévues aux articles 11, 12, 22, § 1<sup>er</sup>, 5°, 25, 1°, ainsi qu'au titre III de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1999 relatif à l'aide à la jeunesse ».

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 11.** Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29187]

**23 JANUARI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 47, vervangen bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het advies nr. 120 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 11 maart 2013;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 en 9 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2013;

Gelet op het advies nr. 53.813/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 september 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp, wordt als volgt gewijzigd :

“§ 1. De dienst voor opvang en opvoedingshulp, hierna de dienst genoemd, heeft de volgende opdrachten :1° als hoofdplicht, de collectieve opvang en de opvoeding van jongeren organiseren die hulp nodig hebben buiten hun familiaal leefmilieu;

2° als aanvullende opdracht, en op het einde van de opvang bedoeld bij het punt 1°, zorgen voor de supervisie en de pedagogische en sociale begeleiding van jongeren die zelfstandig gehuisvest zijn;

3° als aanvullende opdracht, en op het einde van de opvang bedoeld bij het punt 1°, hulpverleningsprogramma's uitwerken met het oog op de wederinschakeling in hun leefmilieu;

4° als aanvullende opdracht, en enkel als binnen een broeder- en zusterschap één of meerdere leden door de dienst buiten hun leefmilieu opgevangen wordt (worden), de jongeren en de gezinnen in moeilijkheden hulp bieden door sociaal-educatieve acties in het familiaal leefmilieu.

De duur van de mandaten in verband met de maatregelen bedoeld bij § 1, 3° en 4°, mag niet zes maanden overschrijden.

Als uitzonderlijke opdracht, kan voor de opdrachten bedoeld bij § 1, 2°, en 3°, door de dienst zonder voorafgaande opvang zoals bedoeld bij het punt 1°, gezorgd worden, naar rata van één toestand op 15 bedoeld in het pedagogisch project van de dienst.

§ 2. De dienst kan jongeren ten laste nemen van wie de toestand een dringende tenlasteneming vereist, mits integratie van deze opdracht in zijn pedagogische project. De dringende toestand wordt bepaald door de mandaatverlenende overheid wanneer ze aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) de onvoorzienbare aard van een ernstig gevaar;

b) de behoefte aan een snel antwoord;

c) de noodzaak van een verwijdering van de jongere van zijn leefmilieu.

Tussen twee toestanden van tenlasteneming leeft de dienst een periode zonder tenlasteneming van vierentwintig uur na alvorens voor een nieuwe opvang te zorgen. De berekening van de ratio van opvang bedoeld bij artikel 5ter berekent deze periode als bezettingsperiode.

De duur van de tenlasteneming mag niet zeven kalenderdagen overschrijden.”.

**Art. 2.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

“§ 1. De dienst werkt op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader, naargelang het geval, van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming of de ordonnantie van 29 april 2004.

In afwijking van het eerste lid, wat betreft de tenlasteneming bedoeld bij artikel 2, § 2, werken de diensten enkel op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming of de ordonnantie van 29 april 2004.

§ 2. Het mandaat bepaalt, overeenkomstig artikel 2, de opdracht die aan de dienst wordt toevertrouwd, de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doeleinden, de motieven en de duur ervan.

Daarbij bepaalt het mandaat de informatie die onontbeerlijk is voor de uitoefening van de opdracht bedoeld bij artikel 2, § 2, en waarover de beslissingsinstantie bedoeld bij paragraaf 1 beschikt, namelijk, op het gebied van de gezondheidszorg die de jongere nodig heeft.

§ 3. Een mandaat mag niet op meer dan één jongere betrekking hebben.

§ 4. Voor de opdrachten bedoeld bij artikel 2, § 1, stuurt de dienst een verslag aan de beslissingsinstantie binnen de twee maanden die volgen op de datum van het mandaat. In dit verslag worden de verzoeken van de beslissingsinstantie bedoeld bij paragraaf 1 en die van de gerechtigden vermeld, waarbij een analyse van de situatie en de bijzonderheden van het programma van de overwogen hulpverlening worden gevoegd.

Een bijkomend verslag wordt minstens om de zes maanden naar de beslissingsinstantie gezonden en elke keer dat deze erom verzoekt.

Voor de opdracht bedoeld bij artikel 2, § 2, stuurt de dienst een beknopt verslag aan de mandaatverlenende overheid de dag voor het einde van de opvang.

Wanneer de dienst door de jeugdrechtbank gemachtigd wordt, zendt hij een afschrift van de verslagen aan de dienst voor gerechtelijke bescherming.

§ 5. Voor de ten laste genomen jongere bedoeld in artikel 2, § 2, stuurt de beslissingsinstantie bedoeld bij paragraaf 1, tweede lid, het mandaat aan de dienst ten laatste de eerste dag van de effectieve opvang. Ze organiseert ook een ontmoeting tussen de dienst en de jongere op de laatste dag van de opvang.

§ 6. Bij wijze van uitzonderingsmaatregel, en met inachtneming van de bepalingen bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 4 maart 1991, kan de tenlasteneming bedoeld bij artikel 2, § 2, door de Procureur des Konings op een dag die geen werkdag is, aangevraagd worden. De tenlasteneming neemt een eind op de eerste werkdag die volgt, behoudens als ze verlengd wordt door de beslissingsinstantie bedoeld bij § 1.”.

**Art. 3.** Paragraaf 4 van artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Voor de ten laste genomen jongeren bedoeld in artikel 2, § 2, mag de capaciteit van de opvang van de jongeren die zich in een dringende toestand bevinden, één vijfde niet overschrijden van de erkende capaciteit van de dienst voor de opdrachten bedoeld in artikel 2, § 1”.

**Art. 4.** Artikel 5ter van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

“De cijfers van de tenlasteneming vermeld in artikel 25, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden binnen de diensten afzonderlijk berekend in functie van de opdrachten bedoeld in artikel 2, § 1, en de opdracht bedoeld bij artikel 2, § 2.

Voor de toepassing van artikel 25, § 1, van het besluit bedoeld bij artikel 2, § 2, worden de cijfers van de tenlasteneming voor de diensten die de opdracht bedoeld bij artikel 2, § 2, respectief op 45 en 40 % vastgesteld.”.

**Art. 5.** De paragrafen 1 en 2 van artikel 6 van hetzelfde besluit worden afgeschaft.

**Art. 6.** Het punt 1° van artikel 7, § 1, a) van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

“1° 6,5 opvoeders. Maximum één hoofdopvoeder onder de opvoeders;”.

In hetzelfde artikel, wordt het punt 5° gewijzigd als volgt : “1 directeur barema A;”.

In hetzelfde artikel, worden de punten 2° en 3° van c) van paragraaf 1 gewijzigd als volgt :

“2° 1 pedagogisch directeur barema A;

3° 1 directeur barema A pf 1 bestuursdirecteur barema A of 1 gegradueerd huismeester”.

In hetzelfde artikel, wordt letter d) van de eerste paragraaf gewijzigd als volgt : “naast de normen bepaald bij a), b) en c), voor de diensten die de opdracht uitoefenen bedoeld bij artikel 2, § 2 : 0,8 opvoeder klasse 1 per situatie bedoeld bij artikel 2, § 2”.

**Art. 7.** Een hoofdstuk IVbis, ingevoegd tussen hoofdstuk IV en hoofdstuk V, heeft het volgende opschrift : “Hoofdstuk IVbis : Bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de diensten die geen subsidies hebben bepaald bij hoofdstuk IV”.

**Art. 8.** Een artikel 11bis, ingevoegd tussen artikel 11 en artikel 12, wordt verwoord als volgt :

“Artikel 11bis. – De diensten die de opdrachten vervullen bedoeld bij hoofdstuk II en artikel 4, §§ 1 en 2, van hoofdstuk III, kunnen een erkenning aanvragen, na advies van de erkenningscommissie, zonder dat ze noodzakelijkerwijze de subsidies bepaald bij hoofdstuk IV genieten.

Daartoe, verbindend ze er zich toe de normen inzake personeelsbezetting bepaald bij § 1 en § 3 van artikel 7 van dit besluit, vastgesteld in functie van het aantal jongeren die onder de hulpverlening ressorteren in de zin van artikel 2 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd die over één jaar binnen de dienst ten laste worden genomen.”.

**Art. 9.** Een artikel *16bis*, luidend als volgt, wordt toegevoegd na artikel 16 :

“Artikel *16bis*. – De diensten erkend op basis van artikel *11bis* van dit besluit worden niet aan de verplichtingen onderworpen bepaald bij de artikelen 11, 12, 22, § 1, 5°, 25, 1°, alsook bij titel III van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp”.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 23 januari 2014.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201868]

#### 20 FEVRIER 2014. — Décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en vue d'harmoniser et de simplifier le processus d'octroi et de contrôle des subventions et les rapports d'activités (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les tirets sont remplacés par les numéros « 1° » à « 8° ».

**Art. 3.** Dans l'article 3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 13°, les tirets sont remplacés par des « a ) » à « d ) »;

2° dans le 14°, les tirets sont remplacés par des « a ) » et « b ) »;

3° dans le 19°, les tirets sont remplacés par des « a ) » à « j ) ».

**Art. 4.** Dans l'article 4, § 2, du même Code, les tirets sont remplacés par les numéros « 1° » à « 6° ».

**Art. 5.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les tirets sont remplacés par les numéros « 1° » à « 6° ».

**Art. 6.** Dans l'article 15 du même Code, le mot « visé » est supprimé.

**Art. 7.** Dans l'article 29, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Elle a également pour mission de remettre un avis technique sur l'application du Titre 1<sup>er</sup> du Livre 5, en ce qui concerne :

1° la programmation des établissements pour personnes âgées visée aux articles 345 à 347;

2° les accords de principe visés à l'article 348;

3° toute décision de refus, de retrait ou de suspension d'agrément, préalablement à ces décisions. »

**Art. 8.** Dans l'article 31, alinéa 2, 1°, du même Code, les tirets sont remplacés par des « a ) » et « b ) ».

**Art. 9.** Dans l'article 42, § 2, du même Code, le « § 1<sup>er</sup> » est remplacé par les mots « paragraphe 1<sup>er</sup> ».

**Art. 10.** Dans l'article 43, § 4, alinéa 2, du même Code, le mot « a » est remplacé par le mot « à ».

**Art. 11.** Dans la première partie du même Code, l'intitulé du Livre II, « Dispositions communes relatives à la liquidation de certaines subventions » est remplacé par l'intitulé « Dispositions communes aux opérateurs de la politique de l'Action sociale et de la Santé visés dans la deuxième partie du Code ».

**Art. 12.** Dans le Livre II de la première partie du même Code, il est inséré un Titre 1<sup>er</sup> intitulé « Collecte de données », contenant l'article 44.

**Art. 13.** L'article 44 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. Le Gouvernement est habilité à arrêter les conditions et modalités de collecte de données auprès des opérateurs de la politique de l'Action sociale et de la Santé visés dans la deuxième partie du Code pour la réalisation d'études et d'analyses de données statistiques dans les matières visées par l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux opérateurs de la politique de l'Action sociale et de la Santé visés dans le Livre IV de la deuxième partie du Code ».

**Art. 14.** Dans le Livre II de la première partie du même Code, il est inséré un Titre 2 intitulé « Communication par voie électronique » contenant l'article 45.

**Art. 15.** L'article 45 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 45. Lorsque la communication de documents ou d'informations est exigée en exécution de la deuxième partie du Code, le Gouvernement peut autoriser ou imposer que cette communication soit réalisée par la voie électronique.

Le Gouvernement fixe la nature et les modalités de la communication électronique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Il peut, à ce titre, imposer l'utilisation de formulaires électroniques qu'il met à disposition.

Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas à la communication de documents ou d'informations exigée en exécution du Livre IV de la deuxième partie du Code. »

**Art. 16.** Dans le Livre II de la première partie du même Code, il est inséré un Titre 3 intitulé « Rapport d'activités » contenant l'article 46.

**Art. 17.** L'article 46 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 46. Les opérateurs de la politique de l'Action sociale et de la Santé agréés ou reconnus en exécution de la deuxième partie du Code, transmettent annuellement un rapport d'activités au Gouvernement ou à son délégué avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte.